



## LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT, UNE OPPORTUNITÉ À SAISIR POUR LES PAYS DU MAGHREB

MALIK BEN SALEM-  
COURRIER INTERNATIONAL  
23/03/2026

« Au Maghreb, la guerre au Moyen-Orient semble perçue autant comme une source d'incertitude que comme une chance économique et diplomatique. Quand l'Algérie anticipe de nouveaux débouchés pour son pétrole et son gaz, le Maroc espère se rapprocher un peu plus d'Israël et des États-Unis.

Dans un 'exercice diplomatique d'équilibrisme complexe', l'Algérie tente de préserver ses relations avec l'Iran sans nuire à ses intérêts géopolitiques, explique un article du site d'information panarabe Middle East Eye (MEE). Sur le plan économique, il est clair que la flambée des prix des hydrocarbures, le blocage du détroit d'Ormuz, ainsi que la paralysie de certaines exploitations pétrolières et gazières au Moyen-Orient profite à l'Algérie.

'Nous avons notre propre stratégie : diversifier nos partenaires, être moins dépendants des chaînes d'approvisionnement occidentales et éviter tout conflit durant les trois années restantes du mandat de Trump', résume ainsi une source diplomatique algérienne.

L'atout énergétique permettrait à l'Algérie non seulement de remplir ses caisses, mais également d'accroître son levier d'action vis-à-vis de l'Union européenne, et ce, en pleine renégociation de l'accord de libre-échange.

Pour le voisin marocain, l'opportunité de cette guerre n'est pas tant économique que politique. Le royaume chérifien y voit une nouvelle occasion de 'renforcer son alliance avec Washington et Israël ainsi qu'avec les États du Golfe'. En ligne de mire, évidemment, obtenir davantage de soutiens sur l'important dossier de la marocanité du Sahara occidental.

Le timing est d'autant plus important que des discussions secrètes sont en cours entre le Maroc, le mouvement indépendantiste sahraoui du Front Polisario, l'Algérie

et la Mauritanie, sous la houlette de l'administration américaine. Selon des informations révélées par MEE, un nouveau round de discussions se tiendra en mai à Washington en vue d'un accord final proche du plan marocain d'autonomie limitée du Sahara, entériné en grande partie par la résolution 2 797 du Conseil de sécurité de l'ONU, votée en octobre 2025.

Beaucoup moins résiliente face à la crise qui se profile, la Tunisie pourrait toutefois en bénéficier à court terme, notamment le secteur de l'huile d'olive, selon le site d'information Afrik. (...) 'Mais le revers de la médaille est lourd. La Tunisie importe la quasi-totalité de son énergie. Chaque hausse du baril alourdit la facture pétrolière et se diffuse à l'ensemble de l'économie.'

Sur le moyen terme, la Tunisie souffrira, tout comme le Maroc, de la hausse des prix des intrants (engrais et énergie), ce qui pourrait 'comprimer les marges des producteurs'. Reste qu'un atout pourrait jouer en faveur des pays du Maghreb, à savoir d'importants investissements dans les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire.»



## FACE AU PIRE DES SCÉNARIOS ÉDITORIAL-EL PAÍS 22/03/2026

« De tous les scénarios envisageables au moment où, le 28 février dernier, Donald Trump et Benyamin Nétanyahou ont donné l'ordre d'attaquer l'Iran – sans la moindre excuse de légitime défense, sans le moindre mandat international, sans l'autorisation du Congrès des États-Unis et sans prévenir l'OTAN –, la guerre s'empêtrera dans l'un des plus néfastes.

Voilà bien des jours que les bombardements sur l'Iran ont cessé d'être 'chirurgicaux' – un euphémisme militaire –, et ont décuplé le nombre de victimes civiles. Israël a étendu la guerre au Liban, où il a déclenché le déplacement forcé de centaines de milliers de personnes. Sans compter qu'il s'est mis à attaquer des réserves énergétiques critiques en Iran, apparemment sans

concertation avec les États-Unis. Entretemps, Trump inonde chaque jour les médias et les réseaux sociaux de déclarations contradictoires sur la finalité, la stratégie et le déroulement de la guerre. S'il est en revanche un domaine dans lequel le dirigeant états-unien reste solide et constant, c'est celui des insultes adressées à ses alliés. Vendredi, il a traité de 'lâches' les autres membres de l'OTAN qui refusent de se laisser entraîner dans une guerre illégale qu'ils ne partagent et ne comprennent pas, tout comme la majorité des États-Uniens ne la soutiennent pas.

Quant au régime iranien, non seulement il résiste, mais encore il bombarde pratiquement tous les jours ses voisins du golfe Persique, en une tentative de propager la guerre. Dans le même temps, il accentue la répression interne, il exécute publiquement, par pendaison, des opposants afin de faire montre de sa robustesse et il tient le monde entier aux portes d'une crise énergétique sans précédents en attaquant des navires dans le détroit d'Ormuz, goulot d'étranglement des hydrocarbures du Proche-Orient.

La guerre est loin d'avancer comme l'annonce Trump. Elle ne le fait pas non plus comme le déclare la propagande iranienne, qui se vante d'avoir fait fuir l'ennemi alors que son espace aérien est, dans la pratique, ouvert aux aviations israélienne et états-unienne. Pourtant, ce scénario explosif, qui à chaque instant met en danger des vies et des infrastructures essentielles dans toute la région, peut encore empirer. Il est primordial de trouver une voie de désescalade des affrontements, dont la dérive semble échapper un peu plus chaque jour au contrôle de leurs protagonistes. Il serait à cet effet réaliste de s'appuyer sur les éléments pratiques qui la conditionnent.

Trump n'a aucun intérêt à un conflit militaire prolongé, non qu'il ait une once d'esprit pacifiste, mais parce que l'aventurisme militaire divise sa base sociale en pleine année électorale. (...)

Il convient par ailleurs de prêter attention aux États du Golfe, qui affichent une attitude des plus prudentes en dépit des attaques iraniennes directes dont ils font l'objet. N'oublions pas qu'ils ont

tenté d'ouvrir la voie à une solution diplomatique. Et ce, non pas par sympathie pour Téhéran, mais parce qu'ils savaient qu'ils seraient les plus touchés par des représailles de l'Iran.

Il ne faut pas non plus, malgré le mépris de Trump, oublier le facteur européen. Il y a lieu de se féliciter puisqu'au sommet de Bruxelles de cette semaine le pragmatisme, axé sur la recherche de solutions à la crise énergétique, l'a emporté sur la rhétorique. Par ailleurs, la UE fait bien de réaffirmer que la guerre répond à des intérêts qui ne sont pas ceux de l'Europe. Toutefois, ce principe étant établi, il lui faut désormais faire jouer toute sa puissance diplomatique – sa meilleure arme – et s'engager dans la recherche d'une solution qui mettra fin à l'aventure mortelle dans laquelle l'actuel président des États-Unis a embarqué tout le monde.»



**DE L'EAU DANS LE GAZ**  
**ÉDITORIAL/ISSA GORAIEB-**  
**L'ORIENT LE JOUR**  
**20/03/26**

« Tous les coups, y compris les plus bas, auront été permis dans cette titanesque guerre qui entre dans sa quatrième semaine.

[...] Depuis le premier jour de l'offensive israélo-américaine, la République islamique n'a cessé de bombarder copieusement les sites pétroliers des royaumes du Golfe. [...] Au problème d'acheminement que posait déjà le blocage *de facto* du détroit d'Ormuz s'ajoute désormais celui de la production pure et simple de ces carburants. [...] ce grave développement illustre aussi les divergences croissantes entre les compères américain et israélien sur les objectifs, priorités et *modus operandi* de la guerre. [...]

Israël est résolu à renverser le régime des mollahs, perçu comme une menace existentielle. Faisant alterner pression militaire et diplomatie, l'Amérique semble plutôt vouloir le contraindre à changer de comportement, en Iran même comme au niveau du Moyen-Orient. (...) Une fois de plus qui, dans le couple de va-et-vient, porte la culotte ?

L'interrogation prend un tour particulièrement angoissant pour le Liban, promu deuxième chapiteau de ce grand cirque multipistes qui enflamme la région. Washington et Tel-Aviv rivalisent d'arguments pour qualifier le Hezbollah d'organisation terroriste et en exiger le désarmement. Tous deux attendent de l'armée libanaise qu'elle s'y mette ; tous deux savent pertinemment pourtant que faute d'équipement adéquat mais aussi par souci de paix civile, elle ne saurait le faire au presse-bouton. Et encore moins à l'heure où Israël s'acharne sans répit sur la milice, ce qui ferait ostensiblement de la force légale l'auxiliaire, sinon le complice, de l'occupant : situation intenable pour tout gouvernement, quelque authentique, quelque irréversible que soit sa volonté de neutraliser la milice.

Pour toutes ces raisons le pouvoir libanais a plaidé mais en vain pour un cessez-le-feu effectif, suivi de négociations directes sous auspices internationaux. Intraitable, Israël n'envisage toutefois de discussion que sous le feu ; un feu qui ne cesse d'ailleurs de gagner en intensité ; un feu qui ne cesse de s'étendre géographiquement avec le dépeuplement graduel du Liban-Sud ; un feu apparemment voué enfin à durer tout le temps qu'il faudra, indépendamment de la guerre contre l'Iran.

Toute la question est de savoir si, pour un programme aussi vaste, Tel-Aviv a ou non l'entière caution d'une Amérique qui se dit attachée à l'intégrité territoriale et à la stabilité du Liban. Absolument de propos est l'appel qu'a lancé Nawaf Salam à Donald Trump, seule personne capable de mettre fin à une guerre non voulue par notre pays ; voilà toujours qui peut flatter fructueusement le monumental ego du président US. Non moins percutant cependant est l'accablant réquisitoire contre le Hezbollah qu'a prononcé, à une autre occasion, le Premier ministre. Il reste que le temps n'est plus aux seules déclarations d'intention et que le pouvoir libanais est tenu de livrer du concret pour raffermir sa crédibilité. Les dernières menaces de la milice contre les responsables – dont celle de recourir à un coup d'État en règle ou à la guerre civile – requièrent bien

davantage, dès lors, que d'épisodiques poursuites judiciaires souvent sans lendemain.

Les actions militaires du Hezbollah ne sont plus seules désormais à mériter d'être déclarées illégales par l'État. C'est le Hezbollah qui ne recule plus devant aucune outrage, aucun garde-fou, pour se classer lui-même hors-la-loi. »



**L'IRAN PENSE QU'IL PEUT**  
**REMPORTER UNE LONGUE**  
**GUERRE**

**DINA ESFANDIARY / ZIAD**  
**DAOUD -NEW YORK TIMES**  
**28/03/2026**

« L'Iran ne souhaitait pas cette guerre, mais il a désormais des raisons pour la prolonger. C'est un problème pour le président Trump, qui semble incapable de rouvrir le détroit d'Ormuz en dépit de ses menaces. C'est un problème pour l'économie mondiale, qui vacille sous une augmentation vertigineuse du coût de l'énergie. C'est un problème pour les dirigeants du Golfe, qui sont en train de perdre de gros revenus pétroliers. Et cela hantera les futurs présidents des États-Unis : Ormuz a été fermé une fois, il peut se refermer d'autres.

Malgré le nombre croissant de morts et la destruction d'infrastructures, la hausse des prix du pétrole parvient à amortir le coût de la guerre pour l'économie iranienne. L'Iran a pratiquement répondu à chaque attaque par une contre-attaque, à chaque menace par une menace équivalente. La logique de ses leaders est froide mais calculée : il s'agit de rendre cette guerre si onéreuse pour tous que personne ne voudra en commencer d'autre. Pour Téhéran, l'objectif est simple. La République islamique doit survivre à cet épisode et s'assurer de ne plus être attaquée par les États-Unis et Israël. L'Iran croit que, pour parvenir à ce résultat, il doit faire payer le prix fort aux États-Unis et à Israël, à l'image de stabilité des États du Golfe et à l'économie mondiale. Jusqu'ici, il y parvient. L'Iran a appris combien il est facile et relativement bon marché de tenir l'économie mondiale en otage.

Le moment est crucial pour Téhéran. Le pays a subi des années de difficultés économiques en raison des sanctions et d'une mauvaise gestion, avec pour résultat une forte inflation et une monnaie affaiblie. Il a aussi fait face à des crises politiques et de légitimité, aggravées par la brutale répression des protestations, et subi des pressions sociales et environnementales si sévères que la grave pénurie d'eau a conduit son président à annoncer que Téhéran pourrait devoir être évacuée. Tout cela a été suivi de l'offensive états-unienne et israélienne, les dirigeants de ces deux pays ayant ouvertement parlé d'un changement de régime à Téhéran.

Cette situation a suscité la riposte de l'Iran, sous forme d'une escalade implacable et graduelle. À la différence de la guerre-éclair de juin, cette escalade n'a rien de symbolique. L'Iran continue à attaquer les États arabes du Golfe persique là où cela leur fait le plus mal, de l'énergie au tourisme. Téhéran tient maintenant en otage l'économie mondiale en bloquant le détroit d'Ormuz, menace qu'il brandissait depuis longtemps mais n'avait jamais mise à exécution.

Iran se charge de tout cela à bas prix. Il utilise une combinaison de drones et de missiles relativement bon marché pour harceler les défenses de ses adversaires, lesquelles sont plus onéreuses. En effet, l'Iran déploie des drones qui coûtent de 20 000 à 50 000 dollars contre des intercepteurs qui valent plus de 4 millions de dollars. Il utilise aussi des mines, des drones et des embarcations bourrées d'explosifs pour faire fuir les bateaux dans le détroit d'Ormuz. En résumé, Téhéran est du côté positif de la courbe des coûts. Et même si les munitions iraniennes ne sont pas illimitées, l'armée du pays améliore leur précision à mesure que la guerre avance. Elle tire peut-être moins, mais vise mieux.

Cette dynamique a généré deux avantages pour l'Iran. Tout d'abord, l'envolée du prix du pétrole nuit aux États-Unis, mais renforce la position de l'Iran. Ce qui a conduit à la paradoxale politique de l'Administration Trump d'assouplir les sanctions touchant le pétrole iranien. Deuxièmement, la fermeture du détroit porte moins préjudice à l'Iran qu'à ses voisins. Les

exportations de pétrole iranien n'ont fait que diminuer légèrement depuis le début de la guerre, alors que celles de ses voisins se sont effondrées. Avec l'augmentation du prix du cru, l'Iran obtient probablement aujourd'hui davantage de revenus pétroliers qu'avant la guerre. Jusqu'à sa monnaie, historiquement instable, s'est fortifiée.

Tout cela a un prix. L'Iran continue à subir des bombardements intenses, qui touchent des zones résidentielles et son réseau électrique. Téhéran s'est mis à dos ses voisins, dont plusieurs demandent désormais à Trump de finir le travail. Même si la stratégie iranienne a surpris ses adversaires, avec le temps tous finiront par s'adapter. Les pays du Golfe pourraient trouver des solutions de remplacement au détroit, en investissant dans des routes de contournement et dans des oléoducs. Il est tout à fait probable que les États-Unis et les puissances régionales préparent des plans pour éviter de futures fermetures du détroit. Rien de cela n'aidera les nouveaux dirigeants de l'Iran à rester au pouvoir. Une fois la guerre terminée, il leur restera encore à faire face à leurs crises internes économiques, politiques, sociales et environnementales, ainsi qu'à la mort d'un grand nombre de leurs leaders.

L'Iran ne souhaitait pas cette guerre, mais il a appris à en tirer parti. Le détroit d'Ormuz est un important talon d'Achille de l'économie mondiale. Téhéran ne manquera pas de rappeler que la possibilité de le fermer a de la valeur. Cette influence ne résoudra pas ses profonds problèmes internes, mais renforcera la présence des États-Unis au Moyen-Orient, malgré des années de déclarations évoquant la possibilité de leur distanciation de cette région.»



**LE SAHEL, ZONE DE GUERRES OUBLIÉE SUR LA CARTE MONDIALE DES CRISES**  
*BENJAMIN ROGER-LE MONDE*  
21/03/2026

«Ukraine, Gaza, Iran. Dans le tumulte d'un monde où se multiplient les conflits, celui

qui ronge le Sahel passe souvent inaperçu. Au cœur de l'Afrique, continent faisant rarement les grands titres des médias, cette région gangrenée par les groupes djihadistes s'enfoncé pourtant dans un cycle de violence dévastateur. Pour la troisième année de suite, elle concentre près de la moitié des décès liés au terrorisme dans le monde en 2025, indique le dernier Indice mondial du terrorisme, publié jeudi 19 mars par le groupe de réflexion Institute for Economics & Peace [...].

Selon les dernières estimations – probablement sous-estimées – de l'ONG Armed Conflict Location & Event Data, 70 033 personnes (civils, militaires et combattants de groupes armés) ont été tuées au Mali, au Burkina Faso et au Niger depuis 2016. Parmi elles, 54 352 l'ont été durant les cinq dernières années. Soit depuis l'arrivée au pouvoir de juntes dans ces trois pays, par des putschs successifs, entre 2020 et 2023, qui forment aujourd'hui l'Alliance des États du Sahel.

Leurs chefs – le colonel Assimi Goïta au Mali, le capitaine Ibrahim Traoré au Burkina Faso et le général Abdourahamane Tiani au Niger – ont instauré des dictatures militaires qui ne tolèrent aucune voix critique. Ils se sont autoproclamés présidents, sans élections, et n'ont nulle intention d'en organiser. Les partis politiques ont été dissous, la presse a été muselée, ne laissant à ceux qui pensent différemment que le choix entre le silence et l'exil. Seule la propagande officielle est tolérée.

Dans ce contexte, ceux qui osent la moindre opposition s'exposent à de lourdes sanctions. [...]

Malgré les discours victorieux des juntes [...], les djihadistes, affiliés au Groupe de soutien de l'islam et des musulmans (GSIM), la filiale sahélienne d'Al-Qaïda, ou à l'État islamique au Sahel (EIS), continuent à étendre leur influence. [...] dans ces trois pays, ils contrôlent des zones entières, où ils imposent la charia, prélèvent des impôts ou obligent les femmes à porter le hijab.

[...] les juntes et leurs supplétifs russes se montrent incapables d'empêcher leur avancée. Pire : leurs méthodes radicales n'ont fait qu'accroître les violences et attiser les tensions intercommunautaires.

[...] Dans ce Sahel en ruine, les populations civiles sont les premières victimes. 'Elles sont prises en étau entre les putschistes et les djihadistes. Ce sont elles qui paient le prix fort de cette guerre, mais en silence, car elles n'osent pas parler', déplore un ancien ministre malien. Augmentation globale des prix, coupures de courant, pénurie de carburant, dépenses publiques orientées vers la défense au détriment des secteurs sociaux, etc. Outre l'insécurité, les motifs de doléances sont pourtant nombreux.

Dans les pays directement menacés, mais aussi en Occident, l'inquiétude quant à l'expansion djihadiste est croissante. [...]»



## **POURQUOI LA GUERRE DE TRUMP CONTRE L'IRAN POUSSE L'UE À SE TOURNER VERS LES RENOUVELABLES** *ZIA WEISE-POLITICO* 18/03/2026

Si Donald Trump avait voulu que les Européens achètent plus de pétrole et de gaz, il n'aurait peut-être pas dû bombarder l'Iran.

Bien que l'approvisionnement énergétique du Vieux Continent reste sûr, les prix du carburant et de l'électricité ont grimpé en flèche depuis que les Etats-Unis et Israël ont lancé des frappes sur Téhéran à la fin du mois de février.

Dans leur empressement à freiner cette hausse soudaine, certains gouvernements ont vu une opportunité d'attaquer la législation environnementale de l'Union européenne, tandis que d'autres ont saisi l'occasion de la hausse des prix des énergies fossiles pour affirmer que l'UE doit redoubler d'efforts en matière de lutte contre le changement climatique.

Mais le choc de coûts provoqué par la guerre a rappelé aux sceptiques et aux partisans de l'écologie en Europe que leur continent pauvre en ressources est vulnérable à la volatilité des prix à l'importation tant que le pétrole et le gaz constituent une part essentielle de son mix énergétique.

De l'Espagne à la Pologne, les gouvernements se sont unis cette

semaine autour d'un même message : l'Europe doit accélérer sa transition en abandonnant les énergies fossiles étrangères au profit d'une énergie propre domestique. [...]

La flambée des prix de l'énergie qui a suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a entraîné une baisse systémique de la consommation de gaz en Europe, et la situation actuelle pourrait bien avoir un effet similaire, a anticipé la ministre néerlandaise du Climat, Stientje van Veldhoven [...].

La crise iranienne 'crée une forte incitation pour tous les pays à évaluer soigneusement leur utilisation du pétrole et du gaz et à voir comment ils peuvent réduire non seulement leur dépendance géopolitique, mais aussi l'impact qu'elle a sur leur économie et leur stabilité sociale', a-t-elle estimé.

Pour les Etats-Unis, cela signifie que l'un de leurs meilleurs clients perd de l'intérêt pour ses produits. Le Vieux Continent est en effet le principal destinataire du gaz naturel liquéfié américain, et Donald Trump a cherché à s'assurer que les Européens achètent encore plus de ses énergies fossiles.

Pourtant, par inadvertance, son attaque contre l'Iran a renforcé les appels à ce que l'Europe prenne la direction opposée.

Le choc actuel est de bien plus faible magnitude que la crise énergétique de 2022, qui avait fait grimper les prix du gaz en Europe au-dessus de 300 euros le mégawattheure. Cette semaine, le prix a oscillé autour de 50 euros, alors qu'il était d'environ 30 euros avant la guerre en Iran.

Pourtant, comme l'a écrit la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, dans une lettre adressée lundi aux dirigeants de l'UE, 'l'augmentation des prix des combustibles fossiles pèse déjà sur notre économie'.

Depuis que les Etats-Unis et Israël ont commencé à bombarder l'Iran, ce qui a incité Téhéran à bloquer la navigation dans le golfe Persique, l'Union a 'déjà dépensé 6 milliards d'euros supplémentaires en importations de combustibles fossiles, ce qui nous rappelle directement le prix que nous payons pour notre dépendance', a-t-elle ajouté.

(...) Les efforts déployés par l'Europe pour développer les énergies renouvelables – et, dans certains pays, l'énergie nucléaire – s'inspirent des leçons tirées de la crise de 2022.

'Il est important pour moi de souligner que la situation de l'UE est bien meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'était en 2022. Pourquoi ? Parce que nous avons plus de renouvelables dans notre système, parce que nous avons diversifié notre approvisionnement parce qu'il y a moins d'heures où c'est le gaz qui fixe le prix de l'électricité', a énuméré Dan Jørgensen, le commissaire européen à l'Energie (...).

(...) Ursula von der Leyen note que la part des renouvelables dans le mix électrique de l'UE est passée de 36 % en 2021 à près de 50 % aujourd'hui.

Alors que le gaz coûteux tend à fixer le prix global de l'électricité dans le système européen, plus la part d'électricité propre d'un pays est élevée, plus ses coûts sont bas. Les recherches ont montré que les prix de l'énergie ont beaucoup moins augmenté en Espagne, pays alimenté par les énergies renouvelables, qu'en Italie, pays dépendant du gaz.

Mais l'Espagne et d'autres pays soucieux de l'environnement ne sont pas les seuls à voir dans la guerre en Iran une raison de renoncer aux importations de combustibles fossiles.

'Je constate que même des collègues qui, disons, lorsque le climat était la raison d'aborder ce sujet, avaient des inquiétudes [...] mais ils voient aussi que le poids de ces conséquences [de la guerre en Iran] est une raison très importante d'agir, parce que cela réduit ces coûts', a déclaré Stientje van Veldhoven, la ministre néerlandaise.

Même à Varsovie, où le climat a tendance à être un sujet politiquement inflammable, le bond des coûts de l'énergie incite à développer les renouvelables.

'Je tiens à préciser à tous les sceptiques que les sources d'énergie renouvelables sont avant tout la source d'énergie la plus souveraine pour la Pologne', a souligné le Premier ministre polonais Donald Tusk. 'La guerre en Iran montre clairement à quel point la dépendance à l'égard des sources d'énergie externes peut être dangereuse.'»/